

Résistons aux projets NO FUTUR pour nos retraites et les services publics !

Comme les autres secteurs publics, la recherche est mise en pièces ...

Seraient-ils sourds ?

► On exige la **résorption de la précarité et la création d'emplois de titulaires**, ils répondent : externalisation, CDD par milliers, CDI pour superstars, chaires d'excellence y compris avec des financements par des multinationales sur des sujets « porteurs » (pour qui ??)... Et maintenant, il est question de gestion des recrutements par les Alliances en lieu et place des EPST ? Ceci sous couvert d'allègement des procédures pour tous : difficile à croire lorsqu'on constate l'alourdissement de la gestion des dossiers dans le nouveau labyrinthe organisationnel généré par les "réformes" en cours.

► On réclame **des moyens budgétaires pérennes pour les organismes publics de recherche et d'enseignement supérieur**, ils répondent : toujours plus de financements sur projets sélectifs (ANR, plan campus, grand emprunt,...) pour "l'élite" (payés par les restrictions budgétaires des autres), et toujours plus de crédit impôt recherche pour les entreprises (y compris lorsqu'elles ferment leurs centres de recherche !).

► On leur demande la revalorisation des salaires et des carrières, ils répondent : baisse du pouvoir d'achat du traitement indiciaire pour tous et saupoudrage de primes individualisées pour quelques-uns (PESte, primes de plus en plus modulables...). Le ministre de la Fonction Publique souhaite même intégrer tous les compléments de traitement (indemnités de résidence...) dans une PFR (prime fonction résultat) modulable à souhait !



Ils ne font que suivre l'idéologie de « l'économie de la connaissance », celle qui prône la marchandisation du « savoir ». Ils mettent en place tous les outils de destruction d'une recherche publique au service des citoyens, au profit d'une recherche tout entière dédiée aux seuls intérêts du privé, aux ordres des "clients".

Après la PESt, la PIC : la stock-option de la recherche ?

Cela fait déjà plusieurs mois que Madame Péresse vantait son nouveau dada à chaque occasion... **La PIC Prime d'Investissement Collectif est officiellement née, dans le décret 2010-619 paru au JO du 7 juin.** On peut y lire que les universités, EPST « peuvent faire bénéficier leurs personnels d'un intéressement à la préparation, à la réalisation et à la gestion d'opérations de recherches, d'études, d'analyses, d'essais, d'expertise effectuées aux termes de contrats et de conventions passés par eux ou en contrepartie de dons et legs qu'ils reçoivent. »

De fait, 50% du montant restant sur les contrats, après leur exécution, pourront être distribués. Mais encore faut-il qu'il y ait des restes... Certains pourront donc être tentés de bien choisir leurs "clients" et de « gonfler » leurs exigences financières (ou de faire des économies sur le salaire des CDD ?) afin d'« arrondir » leurs fins de mois ! En invitant ainsi sans vergogne les personnels à se payer en se servant dans la caisse de leurs labos, le gouvernement a franchi les bornes de l'indécence et pervertit profondément les objectifs de la recherche publique.

Comme pour la PESt, où nous soutenons la campagne individuelle de refus engagée, nous appelons à la résistance pour que cette mesure scandaleuse ne soit pas appliquée. Mais nos directions n'en sont pas quittes pour autant : elles se doivent d'obtenir les revalorisations de carrières indispensables pour l'ensemble des personnels !

Retraites : imposons le retrait ce projet de loi inacceptable !



Depuis ce 16 juin nous connaissons le **funeste projet gouvernemental sur les retraites** : Exceptée la non remise en cause des 6 derniers mois pour le calcul de la pension des fonctionnaires (trop compliqué paraît-il à revoir !) c'est la totale : 62 ans pour l'âge légal, 67 ans pour la levée des décotes, 41,5 annuités, retenue pour pension relevée à 10,5 % pour les fonctionnaires, le tout d'ici 2018-2020.

Cette hausse du taux de retenue pour pension, même étalée sur dix ans, représente à terme la perte d'une journée de salaire par mois. La réforme des retraites sert de prétexte au gouvernement pour réduire nos salaires.

Ce projet porte l'idéologie de la rigueur libérale et fait payer la crise à tous les salariés qui sont tributaires de 90% de l'effort demandé !

Toutes et tous dans la rue le jeudi 24 juin : étape indispensable de mobilisation pour montrer au gouvernement que son

projet est largement rejeté. Au-delà il faut préparer un affrontement majeur dès la rentrée.

Plus d'info dans l'appel de SOLIDAIRES : "Contre le projet de loi inacceptable, mobilisation générale ! »"

<http://www.solidaires.org/article31412.html>